

**INSTITUTION ADOUR**

\*\*\*\*\*

Extrait du registre des délibérations  
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

\*\*\*\*\*

**Séance du 19 juillet 2019**  
(Convocation du 12 juillet 2019)

Aujourd'hui, le dix-neuf juillet deux mille dix-neuf à 14 heures, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni à la salle Henri Lavielle de l'Hôtel Planté du Département des Landes sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

**Etaient présents :**

Mesdames Christiane AUTIGEON, Nathalie BARROUILLET, Dominique DEGOS et Céline SALLES  
Messieurs Gabriel BELLOCQ, Paul CARRERE, Thierry CARRERE, Charles PELANNE, Bernard POUBLAN, Christophe TERRAIN

**Etaient excusés et ont donné procuration :**

Monsieur Yves LAHOUN

**Etaient excusés :**

Madame Laurence ANCIEN  
Messieurs Jean ARRIUBERGE, Gérard CASTET, Patrick CHASSERIAUD, Francis DUPOUEY, Jean GUILHAS, Xavier LAGRAVE, Bernard SOUDAR et Bernard VERDIER

**Secrétaire de séance :**

Madame Christiane AUTIGEON

---

**OBJET : Convention / Ressource - Convention cadre gestion d'espaces naturels sensibles des réservoirs de soutien d'étiage du Brousseau et du Bahu - Miramont-Sensacq**

**Exposé des motifs :**

Les conventions à établir avec le Département des Landes doivent permettre de contribuer à l'entretien des sites des réservoirs d'étiage du Brousseau et du Bahu, dans le respect de la labellisation Nature 40, de mettre en place une gestion du site dans le respect de la richesse écologique, géologique, patrimoniale, identitaire ou paysagère qui lui est propre, et de valoriser ce site pour un accueil raisonné du public et une sensibilisation au patrimoine naturel compatible avec la notion de site Nature 40. Il s'agit de reconduire les modalités de gestion actuelles de ces sites entrant dans le cadre de la politique départementale conduite au travers du schéma départemental des espaces naturels sensibles (SDENS) dont les conventions sont arrivées à leur terme.

L'Institution est propriétaire, aménageur et responsable juridique d'une partie de ces sites. Les communes d'Aire-sur-l'Adour et de Miramont-Sensacq sont propriétaires et responsables juridiques d'une autre partie des sites.

Le programme pluriannuel de gestion constitue le cadre des actions qui seront menées sur le site. Il aura pour rôle de définir les actions de gestion à mettre en œuvre pour préserver le patrimoine naturel du site et d'identifier la vocation donnée à chaque entité du site (gestion conservatoire, gestion hydraulique, ouverture au public). Le programme pluriannuel de gestion est proposé par le Département, soumis au comité de site et validé par l'EPTB et la commune, chacun pour la partie qui le concerne.

L'Institution Adour est gestionnaire de l'ensemble des ouvrages voués au fonctionnement hydraulique du réservoir (stockage et lâcher d'eau).

Le Département est gestionnaire des secteurs définis dans le programme pluriannuel de gestion, propriétés de l'Institution, voués à la préservation du patrimoine naturel.

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.*



Les communes d'Aire-sur-l'Adour et de Miramont-Sensacq sont gérées par le Comité syndical des communes et secteurs et infrastructures vouées à l'accueil du public. ID : 040-254002264-20190719-CS61-2019-DE

La convention concerne les parcelles du réservoir soutien d'été du Brousseau et du Bahus propriétés de l'Institution Adour.

Le réservoir du Brousseau est composé du plan d'eau de la retenue, de cours d'eau en amont et aval, de prairies humides et mésophiles, de boisements feuillus humides et mésophiles.

Le réservoir du Bahus est composée du plan d'eau de la retenue, d'un plan d'eau et d'une zone humide associée en amont, de cours d'eau en amont et aval, de prairies humides et mésophiles, de boisements feuillus humides et mésophiles, d'une tourbière en aval immédiat du site.

La convention est établie pour une durée de 6 ans, calée sur la durée de la rédaction et la mise en œuvre du programme pluriannuel de gestion du site.

### LE COMITE SYNDICAL

En l'absence d'observations,

Après avis favorable des Commissions,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

### DECIDE

#### Article 1

- D'approuver les termes des conventions ci-annexées avec le Département des Landes, les communes d'Aire-sur-l'Adour et Miramont-Sensacq, pour la période courant de 2019 à 2024, afin d'assurer de contribuer à l'entretien des sites des réservoirs d'été du Brousseau et du Bahus, dans le respect de la labellisation Nature 40
- D'autoriser le Président à signer la convention tripartite et l'ensemble des documents y afférant, et à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente

#### Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération

Fait et délibéré le 19 juillet 2019 à Mont-de-Marsan,

INSTITUTION ADOUR  
38 rue Victor Hugo  
40025 MONT DE MARSAN CEDEX

Le Président,

  
Paul CARRERE



**INSTITUTION ADOUR**  
Établissement Public Territorial de Bassin  
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Envoyé en préfecture le 22/07/2019

Reçu en préfecture le 22/07/2019

ID : 040-254002264-20190719-CS61\_2019-DE



## **Schéma Départemental des Espaces Naturels Sensibles**

### **CONVENTION CADRE DE PARTENARIAT**

#### **« Réservoir de soutien d'étiage du Brousseau – Aire sur l'Adour »**

**Vu** la loi n° 85-729 du 18 juillet 1985 confiant la compétence "Espaces Naturels Sensibles" au Département, modifiée par la loi du 02 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement ;

**Vu** la délibération n° G1 du 27 mars 2018 de l'Assemblée Départementale approuvant le Schéma Nature 40 ;

**Vu** la délibération du Comité syndical de l'Institution Adour n° du                    approuvant les termes de la présente convention et autorisant son président à la signer,

**Vu** la délibération du Conseil municipal d'Aire sur l'Adour n° du                    approuvant les termes de la présente convention et autorisant son maire à la signer,

Il est convenu ce qui suit :

#### **ENTRE :**

Le Département des Landes, représenté M. Xavier FORTINON, Président du Conseil départemental, agissant en vertu de la Commission Permanente n°                    en date du                    ,  
dénommé ci-après "le Département",

La Commune d'Aire sur l'Adour, représentée par son Maire, M. Xavier LAGRAVE, agissant en vertu de la délibération du Conseil Municipal n°                    en date du                    ;  
dénommée ci-après « la Commune »,

d'une part,

#### **ET :**

L'Institution Adour, représentée par son Président, M. Paul CARRERE agissant en vertu de la délibération du Comité syndical n°                    en date du                    ,  
dénommée ci-après « l'Institution »,

d'autre part,



### **Présentation du site**

La présente convention concerne les parcelles du réservoir soutien d'étiage du Brousseau propriétés de l'Institution Adour.

Le réservoir du Brousseau est composé du plan d'eau de la retenue, de cours d'eau en amont et aval, de prairies humides et mésophiles, de boisements feuillus humides et mésophiles.

### **Article 1 : Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de préciser les modalités contractuelles entre le Département, la Commune et l'Institution dans le cadre de la gestion du site.

De par l'intervention départementale, ce site se trouve intégré dans le réseau départemental des sites Nature 40.

La présente convention concerne les parcelles suivantes :

Propriétaire	Commune	Section	N° de Parcelle	Lieu-dit	Contenance
INSTITUTION ADOUR	AIRE/ ADOUR	BE	16	Castandet de Bas	43 a 68 ca
		BE	69	Pentes de Lourine	13 a 89 ca
		BE	70	Pentes de Lourine	1 ha 08 a 47 ca
		BE	71	Pentes de Lourine	28 a 36 ca
		BE	72	Pentes de Lourine	32 a 33 ca
		BE	73	Pentes de Lourine	02 a 50 ca
		BE	74	Pentes de Lourine	22 a 25 ca
		BE	75	Pentes de Lourine	21 a 88 ca
		BE	78	Pentes de Lourine	60 a 50 ca
		BE	79	Pentes de Lourine	21 a 88 ca
		BE	80	Pentes de Lourine	3 ha 09 a 30 ca
		BE	83	Pentes de Lourine	1 ha 91 a 19 ca
		BE	93	Pentes de Lourine	51 a 74 ca
		BE	121	Pentes de Lourine	22 a 16 ca
		BE	122	Pentes de Lourine	22 a 94 ca
		BE	124	Pentes de Lourine	37 a 37 ca
		BE	126	Pentes de Lourine	75 a 17 ca
		BE	128	Pentes de Lourine	47 a 74 ca
		BE	132	Pentes de Lourine	24 a 02 ca
		BE	148	Castandet de Bas	30 a 91 ca
		BE	152	Lourine	10 a 87 ca
		BE	178	Castandet de Bas	31 a 84 ca
		BE	187	Castandet de Bas	20 a 65 ca
		BE	190	Pentes de Lourine	80 a 18 ca
		BE	192	Pentes de Lourine	1 ha 34 a 21 ca
		BE	205	Pentes de Lourine	01 a 97 ca
		BE	206	Pentes de Lourine	5 ha 14 a 77 ca
		BH	69	Cabe	58 a 72 ca
		BH	71	Cabe	2 ha 84 a 64 ca
		BH	73	Cabe	2 ha 84 a 64 ca
		BK	70	Boue	85 a
		BK	71	Boue	59 a 51 ca
		BK	72	Boue	1 ha 63 a 10 ca
		BK	73	Boue	62 a 50 ca
		BK	74	Boue	66 a 33 ca
		BK	75	Boue	63 a 96 ca
		BK	76	Boue	79 a 27 ca
		BK	77	Boue	58 a 17 ca



Propriétaire	Commune	Section	N° de Parcelle	ID : 040-254002264-20190719-CS61_2019-DE	
INSTITUTION ADOUR	AIRE/ ADOUR	BK	78	Boue	36 a 14 ca
		BK	79	Boue	77 a 51 ca
		BK	80	Boue	46 a 55 ca
		BK	81	Boue	62 a 66 ca
		BK	83	Boue	32 a 80 ca
		BK	84	Boue	30 a 41 ca
		BK	85	Boue	1 ha 00 a 11 ca
		BK	197	Cabe	96 a 82 ca
		BK	198	Castandet de Bas	05 a 30 ca
		BK	199	Castandet de Bas	15 a 84 ca
		BK	200	Castandet de Bas	03 a 70 ca
		BK	201	Castandet de Bas	08 a 94 ca
		BK	202	Castandet de Bas	1 ha 89 a 16 ca
		BK	203	Castandet de Bas	04 a 37 ca
		BK	204	Castandet de Bas	94 a 89 ca
		BK	207	Janouet	1 ha 18 a 14 ca
		BK	208	Janouet	73 a 24 ca
		BK	209	Janouet	89 a 58 ca
		BK	210	Janouet	1 ha 21 a 92 ca
		BK	294	Boue	20 a
		BK	295	Pouric	45 a 41 ca
		BK	297	Castandet de Bas	06 a 78 ca
		BK	299	Boue	15 a 62 ca
		BK	301	Boue	40 a 82 ca
		BK	304	Boue	17 a 09 ca
		BK	306	Boue	58 a 64 ca
		BK	307	Boue	91 a 65 ca
		BK	309	Boue	14 a 65 ca
		BK	310	Boue	1 ha 26 a 20 ca
		BK	311	Janouet	11 a 69 ca
		BK	313	Janouet	40 a 09 ca
		BK	320	Biaou	06 a 62 ca
		BK	322	Janouet	03 a 45 ca
		BK	324	Janouet	40 a 93 ca
		BK	326	Janouet	30 a 92 ca
		BK	354	Boue	04 a 10 ca
		BK	356	Boue	01 a 78 ca
		BK	359	Boue	42 a 99 ca
		BK	584	Castandet de Bas	52 a 26 ca
		ZM	30	Janouet	24 a 86 ca
		ZM	35	Janouet	2 ha 06 a 30 ca
		ZM	37	Lourine	54 a 10 ca
		ZN	2	Pentes de Lourine	66 a 27 ca
		ZN	4	Pentes de Lourine	1 ha 40 a 16 ca
		ZN	67	Pentes de Lourine	2 ha 21 a 21 ca
		ZN	69	Pentes de Lourine	1 ha 28 a 03 ca
TOTAL				58 ha 45 a 36 ca	

La présente convention doit permettre de contribuer à l'entretien du site dans le respect de la labellisation Nature 40, de mettre en place une gestion du site dans le respect de la richesse écologique, géologique, patrimoniale, identitaire ou paysagère qui lui est propre, et de valoriser ce site pour un accueil raisonné du public et une sensibilisation au patrimoine naturel compatible avec la notion de site Nature 40.

**Article 2 : Principes**

L'Institution est propriétaire, aménageur et responsable juridique du site.

Le plan de gestion pluriannuel constitue le cadre des actions qui seront menées sur le site. Le plan de gestion est proposé par le département des Landes, soumis au comité de site et validé par l'Institution.

L'institution est gestionnaire de l'ensemble des ouvrages voués au fonctionnement hydraulique du réservoir (stockage et lâcher d'eau).

Le Département est gestionnaire des secteurs voués à la gestion conservatoire et définis comme tels dans le plan de gestion.

La Commune gère et entretient toutes les infrastructures relatives à l'accueil du public.

**Article 3 : Engagements de l'Institution :**

L'institution s'engage à respecter les objectifs définis à l'article 1.

L'Institution, en sa qualité de propriétaire et gestionnaire du réservoir sur le plan hydraulique, s'engage à ce titre, à assurer l'entretien de la digue et des ouvrages annexes permettant le fonctionnement hydraulique de la retenue.

L'Institution s'engage à confier au Département la rédaction et la mise en œuvre du plan de gestion pluriannuel du réservoir de soutien d'étiage du Brousseau.

L'Institution s'engage à autoriser les agents du Département à pénétrer sur l'ensemble des parcelles du site afin de recueillir les données nécessaires à l'élaboration et la mise en œuvre du plan de gestion.

L'Institution s'engage à respecter le principe du plan de gestion pluriannuel ainsi qu'à ne rien entreprendre qui remette en cause les objectifs, sauf nécessité pour la sécurité des ouvrages ou des personnes (barrage classe B – sécurité des ouvrages hydrauliques). Les différentes parties en seront informées en amont.

L'Institution s'engage à ne réaliser aucune action de gestion sur le site ne figurant pas dans le plan de gestion pluriannuel sans avoir consulté les autres parties.

L'Institution s'engage à participer au Comité de Site.

L'Institution s'engage à assurer le suivi financier des opérations qui lui sont dévolues dans le cadre de la présente convention.

**Article 4 : Engagements du Département**

Le Département s'engage à assurer la rédaction, le suivi et la mise en œuvre globale d'un plan de gestion pluriannuel du site selon le calendrier prévisionnel annexé à la présente convention.

Dans ce cadre, le Département instaure un comité de site réunissant les partenaires intéressés par sa gestion dont les usagers et les financeurs du projet. Le comité de site, au rôle consultatif dans la gestion et/ou l'aménagement du site, sera mis en place dans l'année qui suit la signature de la présente convention. Il se réunira au moins une fois par an pour faire le bilan des actions engagées.

Le Département assure directement, en interne ou par des marchés publics, la gestion des propriétés de l'Institution vouées à la préservation des milieux naturels

Le Département s'engage à tenir régulièrement informé l'Institution et la Commune de l'avancement de la mise en œuvre du Plan de gestion ainsi que des problèmes rencontrés.

Le Département s'engage à ne réaliser aucune action de gestion sur le site ne figurant pas dans le Plan de gestion transitoire sans avoir consulté les autres parties.

Le Département s'engage à transmettre à l'Institution et à la Commune les résultats des études menées sur le site.

Le site bénéficiant du soutien du Département intègre le réseau des sites Nature 40 du département.

Le Département s'engage dans ce cadre à le faire bénéficier des opérations de valorisation et de promotion effectuées à l'échelle du réseau des sites Nature 40.

Le Département s'engage à assurer le suivi financier des opérations qui lui sont dévolues dans le cadre de la présente convention.

**Article 5 : Engagements de la Commune**

La Commune s'engage à respecter les objectifs définis à l'article 1.

La Commune s'engage à entretenir tous les aménagements et terrains, ayant vocation à recevoir du public comprenant notamment :

- L'aire de pique-nique et les poubelles,
- Le(s) sentier(s),
- Les différents parkings.

La Commune s'engage à participer au comité de site.

La commune s'engage à ne réaliser aucune action de gestion sur le site ne figurant pas dans le plan de gestion pluriannuel sans avoir consulté les autres parties.

La Commune s'engage à prendre les mesures de protection du site dans son document d'urbanisme.

La Commune s'engage à informer les autres parties des démarches de sécurisation foncières du site en cours.

La Commune s'engage à assurer le suivi financier des opérations qui lui sont dévolues dans le cadre de la présente convention.

**Article 6 : Veille sanitaire**

Des restrictions d'usages et d'interventions seront mises en place en lien avec la présence de cyanobactéries. L'Institution informera la mairie et le département lors de la présence de cyanobactéries, avec les restrictions d'usages appliquées sur le site, notamment pour les titulaires de conventions de mise à disposition des parcelles de l'Institution à des tiers, et application également des restrictions aux interventions pour l'entretien et autres actions de la mairie et du département sur le site (risque bactériologique).

**Article 7 : Dispositions diverses**

La présente convention est établie pour une durée de 6 ans, calée sur la durée de la rédaction et la mise en œuvre du programme pluriannuel de gestion du site.

Tout changement législatif ou réglementaire affectant l'article L 142-1 et suivants du Code de l'Urbanisme entraînera la caducité de cette convention, sauf à rédiger un avenant la mettant en conformité.

La convention pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties en cas de non-respect des lois et règlements ou d'une ou plusieurs clauses du contrat après mise en demeure effectuée par courrier recommandé avec accusé de réception et restée infructueuse pendant un délais de 30 jours.

En cas de litige ou de conflit, les parties s'engagent à rechercher toute voie amiable de règlement et notamment, la médiation ou l'arbitrage, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec, le contentieux sera porté devant le Tribunal Administratif de Pau.

**Article 8 : Dispositions financières**

Toutes les prestations prévues dans la présente convention sont effectuées à titre gracieux.



Fait à Mont-de-Marsan, le

Pour l'Institution Adour,  
Le Président,

Pour le Département,  
Le Président du Conseil Départemental,

Paul CARRERE

Xavier FORTINON

Pour la Commune,  
Le Maire,

Xavier LAGRAVE





## Calendrier prévisionnel de mise en œuvre de la convention

ID : 040-254002264-20190719-CS61\_2019-DE

ETAPE	INTERVENANTS	ANNEE
Mise en œuvre du plan de gestion année 1	Département / Institution / Communes	2019
Mise en œuvre du plan de gestion année 2	Département / Institution / Communes	2020
Mise en œuvre du plan de gestion année 3	Département / Institution / Communes	2021
Mise en œuvre du plan de gestion année 4	Département / Institution / Communes	2022
Mise en œuvre du plan de gestion année 5	Département / Institution / Communes	2023
Rédaction du prochain plan de gestion	Département	2024

## **Schéma Nature 40**

### **CONVENTION CADRE DE PARTENARIAT**

#### **“ Réservoir de soutien d'étéage du Bahu - Miramont-Sensacq ”**

**Vu** la loi n° 85-729 du 18 juillet 1985 confiant la compétence “ Espaces Naturels Sensibles ” au Département, modifiée par la loi du 02 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement ;

**Vu** la délibération n° G1 du 27 mars 2018 de l'Assemblée Départementale approuvant le Schéma Nature 40 ;

**Vu** la délibération du Comité syndical de l'Institution Adour n° du        approuvant les termes de la présente convention et autorisant son président à la signer,

**Vu** la délibération du Conseil municipal de Miramont-sensacq n° du        approuvant les termes de la présente convention et autorisant son maire à la signer,

### **Il est convenu ce qui suit :**

#### **ENTRE :**

Le Département des Landes, représenté M. Xavier FORTINON, Président du Conseil départemental, agissant en vertu de la Commission Permanente n°        en date du        ,  
dénommé ci-après “ le Département ”,

La Commune de Miramont-Sensacq, représentée par son Maire, M. Pascal BEAUMONT, agissant en vertu de la délibération du Conseil Municipal n°        en date du        ;  
dénommée ci-après “ la Commune ”,  
d'une part,

#### **ET :**

L'Institution Adour, représentée par son Président, M. Paul CARRERE agissant en vertu de la délibération du Comité syndical n°        en date du        ,  
dénommée ci-après “ l'Institution ”,  
d'autre part,



### **Présentation du site**

La présente convention concerne les parcelles du réservoir soutien d'étéage du Bahus propriétés de l'Institution Adour.

Le réservoir soutien d'étéage du Bahus est composée du plan d'eau de la retenue, d'un plan d'eau et d'une zone humide associée en amont, de cours d'eau en amont et aval, de prairies humides et mésophiles, de boisements feuillus humides et mésophiles, d'une tourbière en aval immédiat du site.

### **Article 1 : Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de préciser le partenariat entre le Département, la Commune et l'Institution dans le cadre de la gestion du site.

De par l'intervention départementale, ce site se trouve intégré dans le réseau départemental des sites Nature 40.

La présente convention concerne les parcelles suivantes :

Propriétaire	Commune	Section	N° de Parcelle	Lieu-dit	Contenance
INSTITUTION ADOUR	MIRAMONT- SENSACQ	E	30	Lucouartous	31a 75ca
		E	33	Lucouartous	07a 00ca
		E	34	Lucouartous	1ha 33a 50ca
		E	50	Lescoulier	1ha 21a 50ca
		E	51	Lescoulier	2ha 01a 50ca
		E	52	Lescoulier	1ha 21a 00ca
		E	59	Lescoulier	33a 70ca
		E	60	Lescoulier	40a 70ca
		E	62	Lescoulier	2ha 00a00ca
		E	63	Lescoulier	45a 00ca
		E	64	Lescoulier	73a 00ca
		E	65	Lescoulier	29a 00ca
		E	67	Lescoulier	4ha 02a 70ca
		E	125	Cazaou de luc	2ha 67a 50ca
		E	129	Cazaou de luc	1ha 57a 60ca
		E	130	Cazaou de luc	1ha 49a 95ca
		E	154	Lacassagne	88a 50ca
		E	155	Lacassagne	04a 00ca
		E	156	Lacassagne	1ha 22a 50ca
		E	157	Lacassagne	30a 20ca
		E	158	Lacassagne	38a 70ca
		E	163	Lacassagne	44a 70ca
		E	164	Lacassagne	15a 70ca
INSTITUTION ADOUR	MIRAMONT- SENSACQ	E	167	Lacassagne	1ha 05a 00ca
		E	170	Lacassagne	87a 50ca
		E	171	Lacassagne	58a 10ca
		E	172	Lacassagne	59a 20ca
		E	173	Lacassagne	84a 40ca
		E	337	Cazaou de luc	43a 50ca
		E	338	Cazaou de luc	21a 00ca
		E	339	Cazaou de luc	02a 40ca
		E	349	Lescoulier	92a 95ca
		E	350	Lescoulier	1ha 02a 80ca
		E	351	Lacassagne	71a 28ca
		E	353	Cazaou de luc	17a 93ca
		E	355	Lacassagne	33a 16ca



ID : 040-254002264-20190719-CS61_2019-DE					
Propriétaire	Commune	Section	N° de Parcelle	Lieu-dit	Contenance
INSTITUTION ADOUR	MIRAMONT- SENSACQ	E	357	Cazaou de luc	13a 53ca
		E	359	Lacassagne	1ha 04a 63ca
		E	361	Lescoulier	83a 57ca
		E	363	Lescoulier	22a 44ca
		E	365	Lescoulier	1ha 18a 19ca
		E	367	Lescoulier	28a 16ca
		E	369	Lescoulier	1ha 13a 69ca
		E	371	Lescoulier	31a 53ca
		E	373	Lescoulier	70a 74ca
		E	375	Lescoulier	59a 53ca
		E	377	Lacassagne	31a 31ca
		E	379	Lucouartous	90a 91ca
		E	381	Lucouartous	47a 43ca
		E	383	Lucouartous	62a 89ca
		E	385	Lacassagne	2ha 00a 69ca
		E	387	Lacassagne	08a 65ca
		E	389	Lacassagne	08a 85ca
		E	391	Lacassagne	01a 88ca
		E	393	Cazaou de luc	11a 25ca
		E	397	Lacassagne	08a 75ca
		E	399	Cazaou de luc	1ha 67a 82ca
		E	405	Cazaou de luc	33a 86ca
		E	407	Cazaou de luc	1ha 60a 97ca
		E	411	Cazaou de luc	02a 27ca
		E	413	Cazaou de luc	34a 01ca
		E	419	Lucouartous	21a 68ca
		E	420	Lucouartous	56a 55ca
		E	423	Cazaou de luc	01a 88ca
		E	426	Cazaou de luc	71a 33ca
		E	428	Lescoulier	1ha 97a 58ca
		E	433	Lescoulier	8ha 85a 65ca
INSTITUTION ADOUR	LAURET	B	25	Landes de Lauret	08a 80ca
		B	84	Landes de Lauret	19a 10ca
		B	85	Landes de Lauret	16a 30ca
		B	86	Landes de Lauret	40a 10ca
		B	338	Landes de Lauret	01a 88ca
		B	340	Landes de Lauret	23a 40ca
		B	342	Landes de Lauret	00a 31ca
INSTITUTION ADOUR	LAURET	B	344	Landes de Lauret	30a 86ca
		B	346	Landes de Lauret	25a 05ca
		B	367	Landes de Lauret	22a 12ca
		B	370	Landes de Lauret	42a 33ca
COMMUNE DE MIRAMONT- SENSACQ	MIRAMONT- SENSACQ	E	332	Lescoulier	94a 81ca
		E	418	Lucouartous	19a 17ca
		E	427	Lescoulier	63a 42ca
		E	429	Lescoulier	1ha 76a 63ca
		E	430	Lescoulier	05a 08ca
		E	431	Lescoulier	12a 25ca
		E	432	Lescoulier	2ha 09a 43ca
TOTAL				66ha 23a 00ca	



La présente convention doit permettre de contribuer à de la labellisation Nature 40, de mettre en place une gestion du site dans le respect de la richesse écologique, géologique, patrimoniale, identitaire ou paysagère qui lui est propre, et de valoriser ce site pour un accueil raisonné du public et une sensibilisation au patrimoine naturel compatible avec la notion de site Nature 40.

## **Article 2 : Principes**

L'Institution est propriétaire, aménageur et responsable juridique d'une partie du site. La Commune est propriétaire et responsable juridique d'une autre partie du site.

Le programme pluriannuel de gestion constitue le cadre des actions qui seront menées sur le site. Il aura pour rôle de définir les actions de gestion à mettre en œuvre pour préserver le patrimoine naturel du site et d'identifier la vocation donnée à chaque entité du site (gestion conservatoire, gestion hydraulique, ouverture au public). Le programme pluriannuel de gestion est proposé par le Département, soumis au comité de site et validé par l'Institution et la Commune, chacun pour la partie qui le concerne.

L'Institution est gestionnaire de l'ensemble des ouvrages voués au fonctionnement hydraulique du réservoir (stockage et lâcher d'eau).

Le Département est gestionnaire des secteurs définis dans le programme pluriannuel de gestion, propriétés de l'Institution, voués à la préservation du patrimoine naturel.

La Commune est gestionnaire des propriétés communales et secteurs et infrastructures vouées à l'accueil du public.

## **Article 3 : Engagements de l'Institution :**

L'institution s'engage à respecter les objectifs définis à l'article 1.

L'Institution, en sa qualité de propriétaire et gestionnaire du réservoir sur le plan hydraulique, s'engage à ce titre, à assurer l'entretien de la digue et des ouvrages annexes permettant le fonctionnement hydraulique de la retenue.

L'Institution s'engage à confier au Département la rédaction et la mise en œuvre du programme pluriannuel de gestion du réservoir de soutien d'étiage du Bahus.

L'Institution s'engage à autoriser les agents du Département à pénétrer sur l'ensemble des parcelles du site afin de recueillir les données nécessaires à l'élaboration et la mise en œuvre du programme pluriannuel de gestion.

L'Institution s'engage à respecter le principe du plan de gestion pluriannuel ainsi qu'à ne rien entreprendre qui remette en cause les objectifs, sauf nécessité pour la sécurité des ouvrages ou des personnes (barrage classe B – sécurité des ouvrages hydrauliques). Les différentes parties en seront informées en amont.

L'Institution s'engage à ne réaliser aucune action de gestion sur le site ne figurant pas dans le plan de gestion pluriannuel sans avoir consulté les autres parties.

L'institution s'engage à participer au Comité de Site.

L'Institution s'engage à assurer le suivi financier des opérations qui lui sont dévolues dans le cadre de la présente convention.

## **Article 4 : Engagements du Département**

Le Département s'engage à assurer la rédaction, le suivi et la mise en œuvre globale d'un programme pluriannuel de gestion du site selon le calendrier prévisionnel annexé à la présente convention.

Dans ce cadre, le Département instaure un comité de site réunissant les partenaires intéressés par sa gestion dont les usagers et les financeurs du projet. Le comité de site, au rôle consultatif dans la gestion et/ou l'aménagement du site, sera mis en place dans l'année qui suit la signature de la présente convention. Il se réunira au moins une fois par an pour faire le bilan des actions engagées.

Le Département assure directement, en interne ou par des marchés publics, la gestion des propriétés de l'Institution vouées à la préservation des milieux naturels.

Le Département s'engage à apporter un appui technique à la commune pour la mise en œuvre du plan de gestion sur les secteurs ou parties dont elle a la charge. Dans ce cadre, les actions réalisées par la commune et affichées comme telles dans le programme de gestion pourront être éligibles au règlement départemental des sites Nature 40.



Le Département s'engage à tenir régulièrement informé l'avancement de la mise en œuvre du Plan de gestion ainsi que des problèmes rencontrés.

Le Département s'engage à ne réaliser aucune action de gestion sur le site ne figurant pas dans le programme pluriannuel de gestion sans avoir consulté les autres parties.

Le Département s'engage à transmettre à l'Institution et à la Commune les résultats des études menées sur le site.

Le site bénéficiant du soutien du Département intègre le réseau des sites Nature 40.

Le Département s'engage dans ce cadre à le faire bénéficier des opérations de valorisation et de promotion effectuées à l'échelle du réseau départemental des sites Nature 40.

Le Département s'engage à assurer le suivi financier des opérations qui lui sont dévolues dans le cadre de la présente convention.

### **Article 5 : Engagements de la Commune**

La Commune s'engage à respecter les objectifs définis à l'article 1.

La Commune confie au Département la rédaction du programme pluriannuel de gestion du site.

La Commune s'engage à autoriser les agents du Département à pénétrer sur l'ensemble des parcelles du site afin de recueillir les données nécessaires à la rédaction du programme pluriannuel de gestion.

La commune s'engage à mettre en œuvre les actions du programme pluriannuel de gestion sur les parties et sites dont elle a la charge dans la limite de ses propres moyens humains et financiers.

Dans le cadre de la gestion du site, la Commune s'engage à mettre à disposition du Département un employé communal ainsi que son tracteur équipé d'un gyrobroyeur afin de réaliser des travaux d'entretien sur le site selon un planning préétabli et à hauteur de 8 jours par an.

La Commune s'engage à participer au comité de site.

La commune s'engage à ne réaliser aucune action de gestion sur le site ne figurant pas dans le plan de gestion pluriannuel sans avoir consulté les autres parties.

La Commune s'engage à prendre les mesures de protection du site dans son document d'urbanisme.

La Commune s'engage à informer les autres parties des démarches de sécurisation foncières du site en cours.

La Commune s'engage à assurer le suivi financier des opérations qui lui sont dévolues dans le cadre de la présente convention.

### **Article 6 : Veille sanitaire**

Des restrictions d'usages et d'interventions seront mises en place en lien avec la présence de cyanobactéries. L'Institution informera la mairie et le département lors de la présence de cyanobactéries, avec les restrictions d'usages appliquées sur le site, notamment pour les titulaires de conventions de mise à disposition des parcelles de l'Institution à des tiers, et application également des restrictions aux interventions pour l'entretien et autres actions de la mairie et du département sur le site (risque bactériologique).

### **Article 7 : Dispositions diverses**

La présente convention est établie pour une durée de 6 ans, calée sur la durée de la rédaction et la mise en œuvre du programme pluriannuel de gestion du site.

Tout changement législatif ou réglementaire affectant l'article L 113-8 et suivants du Code de l'Urbanisme entraînera la caducité de cette convention, sauf à rédiger un avenant la mettant en conformité.

La convention pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties en cas de non-respect des lois et règlements ou d'une ou plusieurs clauses du contrat après mise en demeure effectuée par courrier recommandé avec accusé de réception et restée infructueuse pendant un délais de 30 jours.



En cas de litige ou de conflit, les parties s'engagent à règlement et notamment, la médiation ou l'arbitrage, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec, le contentieux sera porté devant le Tribunal Administratif de Pau.

**Article 8 : Dispositions financières**

Toutes les prestations prévues dans la présente convention sont effectuées à titre gracieux.

Fait à Mont-de-Marsan, le

Pour l'Institution Adour,  
Le Président,

Pour le Département,  
Le Président du Conseil Départemental,

Paul CARRERE

Xavier FORTINON

Pour la Commune de Miramont-Sensacq,  
Le Maire,

Pascal BEAUMONT



## Calendrier prévisionnel de mise en œuvre de la convention

ETAPE	INTERVENANTS	ANNEE
Mise en œuvre du plan de gestion année 1	Département / Institution / Communes	2019
Mise en œuvre du plan de gestion année 2	Département / Institution / Communes	2020
Mise en œuvre du plan de gestion année 3	Département / Institution / Communes	2021
Mise en œuvre du plan de gestion année 4	Département / Institution / Communes	2022
Mise en œuvre du plan de gestion année 5	Département / Institution / Communes	2023
Rédaction du prochain plan de gestion	Département	2024